

20 octobre 2021

## Négociations salariales : une direction dogmatique et un gros gâchis

Pour la deuxième fois depuis le début du mois, le blocage de la direction sur la question des salaires s'est traduit par un arrêt des rotatives et des lecteurs privés de journal. Nous ne pouvons que déplorer ce gâchis qui attriste tous les salariés.

La direction, handicapée par son manque de culture du dialogue et de la négociation, porte une lourde responsabilité. Au démarrage de cette négociation annuelle obligatoire, elle avait commencé par affirmer, droite dans ses bottes, que toute augmentation était exclue. « **Les signaux sont au rouge et on ne peut pas donner l'argent qu'on n'a pas** », répète-t-elle de réunion en réunion.

Les représentants des salariés se sont efforcés de lui faire comprendre que son refus de toute augmentation négociée, depuis dix ans, ne pouvait plus durer. Que les salariés, en particulier les moins payés, n'en peuvent plus de voir leurs revenus grignotés par l'inflation. Que les salariés, de plus en plus sollicités et mis sous pression, n'en peuvent plus de ne jamais goûter les fruits de leurs efforts. Rien à faire, la direction restait sourde, se réfugiant derrière ses « signaux rouges », indicateurs qu'elle, seule, choisit et contrôle.

Après un premier arrêt des rotatives, elle est revenue à la table des négociations avec une proposition nouvelle : distribuer le résultat d'exploitation de 2020 (460 000 €). Ce qui se serait traduit par des augmentations de 1 %, pour des salariés touchant jusqu'à 1,6 Smic de salaire brut, et 0,4 % entre 1,6 et 2,5 Smic. Soit environ 12 € par mois pour quelqu'un touchant un salaire brut mensuel de 3 000. Dérisoire, ont répondu les représentants des syndicats.

Après une journée de discussion, la directrice des ressources humaines, que la direction générale, en retrait, envoie au front les mains vides, a quand même presque doublé la mise : 1,5 % et 0,8 %. Pour un coût annuel d'environ 700 000 €. La CGT réclamait au minimum 2 % pour tout le monde. Le SNJ et la CFE-CGC proposaient des augmentations dégressives de 2 % à 1 % selon le niveau de salaire. Nouveau blocage et nouvel arrêt des rotatives.

On attend maintenant le communiqué de la direction déplorant cette non-parution et chiffrant son coût. On sait déjà que les deux arrêts de travail auront coûté plus cher que ce que la direction proposait pour les salariés. On a l'impression de marcher sur la tête...

Il y a une semaine à peine, la direction générale annonçait au CSE le rachat d'un magazine morbihannais dont le groupe SIPA OF détient déjà un tiers. Ainsi, elle est prête à verser « moins d'un million d'euros » pour acquérir les deux tiers manquants. Le jackpot pour les heureux propriétaires qui, jusqu'à présent, dégagent, selon la direction, moins de 5 000 € de profits par mois. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. On pourrait parler des dizaines de voitures de fonction, des millions dépensés pour aménager des parkings et poser des bordures de trottoir à Chantepie, du système éditorial qui a coûté deux fois le prix annoncé...

Derrière un vernis d'entreprise humaniste attachée au dialogue social, la direction d'OF reste figée dans une politique qui ne négocie avec les représentants des salariés que sous la contrainte et qui considère les salariés comme la principale variable d'ajustement. Des augmentations ? Seulement s'il reste des sous en fin d'exercice et seulement pour ceux qu'on a envie d'augmenter. C'est d'abord à cette politique injuste et dogmatique qu'il faut attribuer ce gâchis lamentable. Il est grand temps d'en sortir et de redonner place à un véritable dialogue.

Contactez-nous :

[snj@ouest-france.fr](mailto:snj@ouest-france.fr)

[contact@snj-of.fr](mailto:contact@snj-of.fr)